

DOCUMENTS DE LA REVOLUTION NATIONALE- DEMOCRATIQUE PALESTINIENNE



FRONT POPULAIRE DE LIBERATION DE LA PALESTINE

LES TÂCHES DE LA NOUVELLE ETAPE. RAPPORT POLITIQUE DU TROISIEME CONGRES.

1972

Avant de définir les lignes politiques, militaires et organisationnelles qui nous permettront d'affronter la nouvelle étape, il nous faut rappeler un ensemble de vérités profondément ancrées dans nos âmes ainsi que dans celles des

masses de la Révolution. Notre compréhension de ces vérités, et notre pratique réelle fondée sur elles, constituent la plateforme fondamentale du programme de confrontation.

1. Notre combat est dur, difficile, complexe; car l'impérialisme essaie de toutes ses capacités matérielles, économiques et militaires, et avec ses alliances, de défendre ses intérêts et sa présence. Mais, en plus de cela, il y a la spécificité de notre combat à cause de la nature même du colonialisme sioniste.

Il y a la nature des intérêts impérialistes dans la région, principalement le pétrole que l'impérialisme veut maintenir sous sa domination (...)

2. Nous insistons sur la nécessité d'un souffle prolétarien révolutionnaire pour affronter ces difficultés (...)

Une de nos premières tâches est la lutte contre l'esprit petit-bourgeois imprégné de pessimisme devant les difficultés, et qui réclame une solution « rapide », instantanée. (...)

3. Dans la mesure où nous devons définir clairement les conditions objectives et difficiles qui caractérisent la phase actuelle, il nous faut aussi examiner clairement et « scientifiquement » l'autre face. Cette face c'est l'existence d'une gauche au sein du mouvement de résistance qui a tenu ferme jusqu'à maintenant. Elle est la garantie pour la Révolution (...):

— sur le plan palestinien, les conditions dans lesquelles vivent nos masses palestiniennes constituent un terrain favorable à la révolution;

— sur le plan arabe, l'évidente incapacité des directions petites bourgeoises prépare le terrain pour une étape nouvelle de la Révolution dirigée par la classe prolétarienne;

— sur le plan international, l'attaque impérialiste à laquelle nous assistons, constitue une réaction au développement du mouvement révolutionnaire mondial. Elle contribuera à mûrir les conditions positives de notre Révolution (...).

Voici donc les dix principes du programme politique (...):

1. La formation du parti révolutionnaire

L'étude de l'expérience de la Résistance, de sa longue marche militante durant les années passées, démontre l'importance centrale du problème de la formation du parti révolutionnaire.

On remarquera que toutes les grandes expériences révolutionnaires ont confirmé la nécessité fondamentale d'un tel parti pour diriger les masses dans leur mouvement historique vers la victoire.

Ce parti aura la responsabilité de l'organisation et de l'orientation. Sur le plan structurel, le mouvement de résistance se place, d'une façon générale, entre le désordre et l'ordre militaire classique (...).

La bureaucratie, le tribalisme et la paralysie étaient les maladies organiques courantes du mouvement de résistance.

Elles reflétaient la nature droitière de la plupart de ses

directions, ainsi que leur mépris pour l'organisation. Elles garantissaient aussi la continuité de la présence de ces directions à la tête de l'action nationale, et leur immunité. L'organisation dépendait de leur humeur, de leur individualisme, et de leurs vacillantes politiques conciliatrices dénuées de tout principe.

D'un autre côté, la gauche du mouvement n'a pas pu construire une structure au niveau de ses idées politiques (...).

Quant au Front populaire de libération, il a pu se démarquer théoriquement et politiquement. Il a affirmé son originalité dans différentes circonstances.

Mais, en même temps, il n'a pas pu le faire sur le plan organisationnel et avancer, sur la scène palestinienne, un modèle de lutte où coïncident les principes théoriques et politiques avec l'instrument capable de les mettre en pratique.

Le problème d'organisation, qui constitue la tâche de la formation du parti révolutionnaire doit avoir la priorité. Il est cependant nécessaire d'insister sur les points suivants :

a. La formation du parti se réalise dans la pratique de la direction des masses (dans leur combat national et leur lutte de classes). La création du parti ne peut se faire qu'à partir de la situation actuelle de lutte. Toute vision théorique de la formation du parti, isolée de la réalité actuelle du front, est une vision étrangère au marxisme-léninisme.

b. La formation du parti nécessite un programme clair qui fournira une réponse correcte et révolutionnaire à toutes les

questions. Sans ce programme, la création du parti reste un désir, un souhait et un slogan. Le Front populaire considère « le programme d'organisation » qu'a adopté le troisième congrès comme un document fondamental (...).

La création du parti exige une théorie révolutionnaire qui oriente l'activité et lui procure confiance et force.

Notre guide théorique se base sur la stratégie organisationnelle du FPLP (rapport de février 1969) et sur le programme de structuration militaire qui prépare le parti à la résistance clandestine et à la guérilla, assure l'efficacité militaire et l'autodéfense, une de nos plus importantes tâches présentes.

Les problèmes théoriques énoncés dans ces études constituent un guide pour l'action de formation. Il nous reste à les mettre en pratique, dans la volonté et la détermination (...).

2. Le nouveau front national

S'il est prouvé qu'il n'y a pas de révolution sans parti révolutionnaire et que le problème du parti est central dans la théorie marxiste-léniniste, les expériences historiques ont démontré que le front national est un instrument stratégique fondamental pour accomplir les tâches de la révolution nationale et démocratique.

Cette ligne stratégique garantit la mobilisation et l'organisation des masses et de la plupart des classes qui ont des tâches révolutionnaires. Elle prépare le terrain à l'engagement du plus grand nombre dans le combat national.

Mais, dans le combat de libération, le front national n'est pas, comme la bourgeoisie tente de le présenter, un simple rassemblement numérique soumis au programme de celle-ci, et qui met les différentes classes au service de ses objectifs et de ses intérêts.

Ce n'est pas une arme pour réprimer les classes persécutées, les récupérer et enterrer leur programme. Cette ligne est un terrain de lutte pour affirmer les lignes claires de la révolution nationale et démocratique (...).

Dans la période qui a précédé « les événements » de septembre 1970, les conditions objectives, et aussi la situation intrinsèque des forces de la résistance, ont fait que la gauche ne pouvait qu'essayer de garantir son développement et d'influencer, dans certaines limites, les positions de la Résistance d'une façon qui assure la continuité de sa marche pour se préparer à assumer, à l'avenir, la responsabilité de la direction (...).

Le point central, dans cette nouvelle phase, est donc d'affirmer le devoir de la gauche. Elle doit commencer à tracer sa voie afin de regrouper toutes les forces et tous les éléments nationalistes palestiniens et jordaniens.

Mais cette transformation dans la structure de la direction de la résistance ne se fera pas sans conflit.

Ce conflit se caractérisera par les facteurs suivants : il devra s'engager sur des problèmes et des positions politiques, militaires et organisationnelles qui sont liés à la Révolution et à son intérêt ; il devra regrouper toutes les forces de gauche, les bases de toutes les organisations, et les masses, autour de ces

positions pour garantir la Révolution (...).

En éliminant les éléments qui symbolisaient la tergiversation, la mollesse et la peur, ceux que la difficulté de la nouvelle bataille a poussés vers le camp des tenants de la solution pacifique, ceux qui ont comploté avec le régime jordanien ou qui sont encore susceptibles de le faire, le nouveau front doit regrouper toutes les forces nationales, y compris la droite nationale.

Quant à la structure organisationnelle de ce front, la nouvelle phase la rend plus compliquée qu'elle n'était précédemment.

Car la Résistance se trouve devant deux tâches : la première est la lutte contre Israël, la seconde est le combat contre le régime réactionnaire jordanien. Nous ne pouvons pas faire face à ces deux tâches à travers une forme unique d'organisation.

La première nécessite un front comprenant les fractions du mouvement de résistance, et ayant pour objectif le changement de la nature de leurs programmes, de leurs positions et de leurs structures.

La seconde exige un autre front national qui regroupe le mouvement national jordanien et les fractions du mouvement de résistance qui considèrent le renversement du régime jordanien comme une tâche essentielle.

Le premier front est constitué, actuellement, par l'Organisation de libération de la Palestine.

Et nous estimons que le programme minimum sur la base

duquel nous avons adhéré au comité exécutif à partir du IXe congrès national du Conseil national palestinien de juillet 1971, offre une possibilité de lutte pour concrétiser une ascension partielle et progressive.

Notre expérience au sein de ce Comité nous a fourni un exemple des possibilités que nous offre cette formule.

Cet exemple est celui du combat qui s'est engagé autour de l'acceptation par la direction de la Résistance, dans sa totalité, d'aller négocier avec l'ennemi réactionnaire à Djeddah.

Le Front a pu se distinguer par sa position révolutionnaire de refus de cette politique de mollesse et de conciliation, position défendue soit à l'intérieur du Comité exécutif lui-même, soit à l'extérieur parmi les masses, dans les camps et ailleurs.

La lutte du Front contre la conférence de Djeddah a sans doute contribué à l'échec des pourparlers qui s'y sont déroulés et a confirmé, parmi les masses, la ligne de lutte du Front et sa conception du rôle de la réaction jordanienne comme faisant partie intégrante du camp ennemi sioniste et impérialiste.

Notre présence au Comité exécutif ne traduit cependant pas toute notre conception du problème du front national.

Car nous projetons de grouper et d'unir toutes les forces de gauche autour d'un programme révolutionnaire.

Nous demandons que la gauche engage la lutte pour imposer son programme et éliminer les éléments hésitants, défailants et déviants, qui ont joué un rôle dans les reculs de la Résistance

devant le régime jordanien et qui font pratiquement partie du camp favorable à la solution politique.

Nous entendons représenter une position politique rigoureuse au sein du Comité exécutif, ainsi qu'au Conseil national et dans les organismes qui en sont issus (...).

La seconde tâche exige un nouveau mode d'organisation : un front national palestino-jordanien composé des fractions du mouvement révolutionnaire et national jordanien qui vise le renversement du régime réactionnaire.

Ce front doit également regrouper les fractions du mouvement de résistance qui ne voient de possibilité de retrouver la Palestine qu'à travers la libération de la Jordanie, et qui partent du principe d'unité' de la révolution arabe (...).

3. La mobilisation des masses

C'est une des lignes fondamentales pour faire face à cette situation difficile. C'est la grande et nouvelle force qui descend sur le champ de bataille, alors que le tableau se modifie d'une façon favorable à la Révolution.

La mobilisation sentimentale et radiophonique des masses ne suffit pas. Elle ne fait pas d'elles cette force révolutionnaire, solide et intarissable, sur laquelle le désespoir n'a aucune prise.

Au contraire, la mobilisation radiophonique aboutit, le plus souvent, à créer des illusions autour de nos capacités et à généraliser les promesses sentimentales fondées sur l'exacerbation des instincts émotionnels. Elle fait croire que la

victoire est proche, gratuite ou à prix réduit (...).

La violence révolutionnaire — l'action militaire — ne peut pas constituer, dans notre confrontation avec l'ennemi un substitut au mouvement des masses, de manière à ce que notre conception de la bataille, de son analyse et de ses plans, devienne une conception militaire à travers laquelle nous jugeons les problèmes de la bataille et l'équilibre des forces.

La violence révolutionnaire et l'activité militaire doivent être le couronnement du mouvement des masses et non son substitut.

Il est essentiel d'insister sur la politique de la violence révolutionnaire — qui est la principale méthode de confrontation contre notre ennemi.

Car c'est uniquement par la force militaire, la lutte et la guerre que nous pouvons mettre fin à sa domination et à son exploitation.

Mais il est essentiel, en même temps, que la pratique de cette violence ne revête pas une forme aventuriste qui contribue à la mettre en échec (...).

Nous ne pouvons penser, planifier ou combattre sans cette dialectique créatrice entre les masses et nous. Les moyens fondamentaux de mobiliser les masses ne sont pas les informations radiophoniques ou journalistiques.

Le moyen central est constitué par la présence des membres du parti dans les rangs des masses organisant des réunions, mettant les gens devant leurs responsabilités, leur indiquant le

moyen par lequel leurs sentiments instinctifs nationaux et de classe peuvent se transformer en lutte révolutionnaire, seule susceptible de réaliser leurs aspirations et leurs objectifs (...).

4. La violence révolutionnaire

Les trois tâches précédentes — la formation du parti, du front national et la mobilisation des masses — ne peuvent pas être comprises ou réalisées aux dépens de cette violence révolutionnaire (...).

La pratique de la violence révolutionnaire pousse l'ennemi à lui faire face par les méthodes extrêmes de massacre et d'écrasement.

Et, à la lumière de l'équilibre des forces actuelles sur le plan militaire, il convient de souligner que le mouvement de résistance est encore faible pour ce qui est de la possession et de la pratique des principes, des méthodes, des exigences et des données de la violence dans les premières phases de l'existence de la Révolution.

Donc l'étude de ce problème comme une « science » et un « art » doit constituer, dans cette phase, un problème fondamental pour la Révolution, pour ses dirigeants, ses cadres et ses combattants(...).

Il est vrai que cette violence ne peut, dans cette période précise, remporter une victoire stratégique sur l'ennemi.

Mais elle s'affirme comme l'essentielle et unique politique capable de résoudre la contradiction conflictuelle existant entre

nos masses et l'impérialisme.

Dans cette période, elle empêche l'ennemi de remporter la victoire et cela conformément à l'équation : l'incapacité de détruire la Révolution dans une phase donnée est, elle-même, une victoire pour la Révolution.

A travers cette vérité, la politique de la violence se cristallise comme une tradition des masses.

Elle hâte et approfondit le processus de formation du parti révolutionnaire et du front national. Elle s'intensifie progressivement pour remporter sur l'ennemi une victoire écrasante (...).

5. L'action révolutionnaire arabe

Considérer la Résistance comme un mouvement de libération autonome, c'est ignorer totalement la réalité du combat pour la libération de la Palestine. L'image naturelle réside dans la compréhension globale du mouvement de libération arabe contre l'impérialisme.

C'est dans cette optique qu'il faut considérer la résistance palestinienne.

Il est clair que toute vision du problème qui ne tient pas fondamentalement compte du rôle essentiel que joue l'impérialisme et la réaction dans la totalité de la patrie arabe, ne peut nous aider à comprendre la domination impérialiste (...).

Le mouvement de résistance se mettra dans une position difficile s'il continue à affronter seul le camp du sionisme, de l'impérialisme, et de la réaction.

Exiger du seul peuple palestinien qu'il puisse vaincre définitivement Israël, est une chose illogique, irréaliste et totalement étrangère à toute analyse rigoureuse.

La situation actuelle dans laquelle une partie du peuple palestinien — environ un million deux cent cinquante mille personnes — affronte Israël avec toutes ses potentialités, et l'autre partie — un million environ — affronte le régime réactionnaire en Jordanie (pour la protection duquel l'impérialisme et, à ses côtés, le sionisme et Israël engagent un combat à mort) détermine jusqu'où peut parvenir seul le peuple palestinien (...).

Le dépassement véritable et historique de la crise de la Résistance dépend entièrement de l'extension du mouvement arabe de libération nationale, afin que la résistance devienne une partie du mouvement des masses arabes qui, seules, possèdent le champ humain et géographique capable de les faire triompher.

Le mouvement de Résistance restera dans une position difficile tant que le mouvement de libération arabe sera prisonnier de ses limites actuelles qui ne lui permettent de fournir qu'un soutien sentimental et matériel limité (...).

La direction du mouvement arabe de libération nationale doit être l'expression d'un parti prolétarien qui mobilise la classe ouvrière afin de prendre la tête de l'alliance ouvriers-paysans-

petite bourgeoisie.

Cela doit se faire à travers un large front national qui mobilise les masses autour d'un programme politique inspiré de l'étude méthodique de la réalité politique, économique, sociale.

Ce front dirigera le mouvement des masses arabes et adoptera la méthode de la violence révolutionnaire dans la perspective de la guerre populaire.

6. Les alliances nationales et internationales de la nouvelle étape

Certains marxistes vont jusqu'à affirmer que la petite bourgeoisie n'est arrivée au pouvoir à aucun moment de l'histoire, qu'elle est incapable de le faire.

Et cela parce qu'elle vit en marge du processus de production et que, par conséquent, si ses représentants arrivent au pouvoir, ils doivent, s'ils veulent y rester, s'appuyer sur des forces qui participent directement à la production et qui ont des assises sociales et matérielles stables et solides.

Ces forces sont, la plupart du temps, celles de la bourgeoisie moyenne des campagnes et, quelquefois, de la grande bourgeoisie qui, toutes, trouvent dans les lois réformistes promulguées par la petite-bourgeoisie des brèches suffisantes pour leur permettre de reprendre leur ascension.

Cette réalité se trouve totalement explicitée par la série de développements qu'a connus la patrie arabe depuis juin 1967.

On peut résumer ainsi les plus importants de ces événements et de ces développements :

— Les régimes petits-bourgeois ont pu reconstituer leurs organes répressifs démantelés sous le choc du coup qu'Israël leur avait porté. Ils ont utilisé les armées arabes comme un instrument pour préserver leur présence au pouvoir (...).

— Ces régimes ont retrouvé un peu de leur prestige politique ébranlé à la suite de la défaite de juin 1967. Et cela grâce à une campagne intensive d'information trompeuse, tirant profit de leur passé national et de l'absence d'un parti révolutionnaire capable d'utiliser toutes les conséquences de la défaite de juin de manière à leur couper la route.

— Les ailes droitières de ces régimes ont pu, grâce à leur alliance avec les forces réactionnaires, se débarrasser de l'opposition nationale représentée par certains groupes au sein des régimes petits-bourgeois. Cela leur a permis, surtout après septembre 1970 et juillet 1971 de s'engager dans la politique de négociation.

— Ces régimes ont joué un rôle hostile, intensif, contre la gauche de la Résistance. Ce rôle devint complot lors du célèbre sommet de Tripoli, et cela en plus de la campagne publique de dénigrement que certains leaders ont pris à leur compte.

Cette hostilité n'est pas seulement due à l'inquiétude ressentie par ces régimes devant l'influence grandissante de la gauche sur les positions de la Résistance en général, mais aussi à la relation organique qui existe entre son influence et le réveil rapide du mouvement arabe de libération nationale et de ses

forces démocratiques et socialistes.

— Tout cela s'est déroulé dans une atmosphère générale de recul, sur le plan politique et économique.

En plus de la trêve conclue avec la réaction, à laquelle ils ont aussi sacrifié des acquis auxquels elle n'avait jamais rêvé avant 1967 (le Yémen du nord, le complot contre le Yémen démocratique, l'encerclement de la révolution dans le Golfe, l'abandon des îles arabes à l'Iran, la création artificielle des Emirats, etc.), ils ont eu une série de rencontres avec les représentants de l'impérialisme.

La politique de recul au niveau national comprenait aussi la trêve avec les forces droitières et réactionnaires au niveau de chaque régime de la petite bourgeoisie (...).

Sur le plan économique, la politique de recul s'est concrétisée par une série de décisions encourageant les investissements impérialistes et réactionnaires arabes, donnant sa chance au secteur privé au dépens du secteur public.

Cette politique de recul sur le plan national et sur le plan économique, qui est la conséquence de l'impuissance de régimes petits-bourgeois, rend inévitable l'écrasement de toutes les tendances qui leur sont opposées.

C'est pourquoi, elle s'est accompagnée d'une action répressive contre le mouvement de résistance, le mouvement national, le parti communiste et les forces démocratiques au Soudan, les ouvriers, les paysans et la jeunesse en Egypte (...).

Mais ce tableau ne doit pas masquer, à nos yeux, l'autre face de cette opération, qui est la montée de nouvelles forces de l'avant-garde ouvrière, des paysans, des intellectuels révolutionnaires et de larges secteurs progressistes de la jeunesse.

Ces forces, à différentes occasions, ont prouvé qu'elles étaient conscientes de leur rôle fondamental. Et, compte tenu de la répression à laquelle ces forces sont exposées, une telle conscience indique une renaissance (...).

Nous sommes aujourd'hui devant une réalité nouvelle de certains régimes petits-bourgeois, radicalement différente de celle de 1968, 1969 et début 1970.

Elle nécessite naturellement une position nouvelle. Il ne faut pas comprendre cette position comme devant aboutir à un conflit permanent avec ces régimes, car les conditions intrinsèques et objectives, sur le plan palestinien et arabe exigent l'établissement d'une sorte de relation tactique avec eux (...).

Si le mouvement de résistance a commis, lors de l'étape précédente, une erreur dans la compréhension du problème des alliances avec les régimes arabes ou avec les masses arabes (...), il en a commis une autre, fondamentale, lorsque ses dirigeants furent incapables de comprendre l'importance du caractère internationaliste de son combat, et la nécessité de s'allier aux forces de la révolution et du progrès dans le monde : les mouvements de libération nationale dans le Tiers Monde, le camp socialiste, et les mouvements progressistes du prolétariat des pays capitalistes.

Percevoir le problème des alliances, c'est situer le mouvement de résistance à la place qui lui revient de droit sur la carte de la lutte internationaliste (...). Les principaux points de cette stratégie sont les suivants :

— La conviction qu'il est nécessaire actuellement, et inévitable à l'avenir, de réaliser l'unité du camp socialiste, et d'établir des relations avec les régimes du bloc socialiste. L'importance de cette politique se traduit par le renoncement aux méthodes opportunistes dans les relations et les alliances internationales.

— La compréhension du rôle principal des mouvements de libération nationale dans le Tiers Monde, de leur importance dans le processus de confrontation avec l'impérialisme et de sa défaite, du degré de rapprochement de leurs combats armés, et des influences qu'ils peuvent avoir les uns sur les autres (...).

— La foi profonde dans le rôle historique que jouera le prolétariat industriel dans les Etats capitalistes.

On peut temporairement affaiblir ce rôle, en doublant le pillage du Tiers Monde, mais on ne peut l'effacer, empêcher son évolution naturelle.

D'une façon spécifique et particulière, la gauche de la résistance doit établir avec les forces progressistes, ouvrières et étudiantes, dans les pays bourgeois occidentaux, les relations les plus solides.

Elle doit aussi renforcer avec elles sa solidarité internationale; comprendre que cette solidarité ne se traduit pas seulement par

le soutien que ces mouvements peuvent apporter à la résistance sur le plan matériel et sur le plan de l'information et des expériences.

Elle se traduit également par l'intensification et le renforcement de la lutte contre les classes exploitantes dans leur pays respectif.

7. La Résistance en Palestine occupée

Notre compréhension du processus stratégique du combat de libération ne doit pas nous faire perdre de vue le fait que la résistance en Palestine occupée, c'est-à-dire la confrontation quotidienne avec l'ennemi, est un problème prioritaire dans nos pensées et que cette confrontation, par la violence armée et toutes les autres méthodes de lutte, doit aller suivant une ligne ascendante.

Elle se fonde sur les principes suivants :

— Révision critique et permanente de l'expérience passée, pour tirer profit de ses leçons et greffer continuellement de nouveaux éléments, de nouvelles tactiques, à la hauteur de la variation et de la mobilité des plans des Israéliens et des réactionnaires.

— Examen continu des plans de l'ennemi, de ses programmes et de ses mesures politiques, économiques, sociales et culturelles, en plus de ses mouvements militaires. Les étudier pour en déceler à temps les objectifs et pouvoir les mettre en échec.

— Nécessité d'une action afin que les liens entre combattants de l'intérieur et de l'extérieur ne se rompent pas. Empêcher surtout qu'ils ne se relâchent, à cause des problèmes que rencontrent les cadres dirigeants dont la majorité vit à l'extérieur (...).

Les directions qui vivent à l'extérieur doivent éviter que leur présence en dehors des territoires occupés n'aboutisse à l'absence d'une inter-action suffisante avec les luttes des masses dans la région occupée.

Autant ces directions s'attachent actuellement au combat contre le régime stipendié de Jordanie et aux autres combats de la résistance sur la scène arabe, autant doivent-elles s'acquitter de leur devoir comme dirigeant de la révolution.

Actuellement, ces masses ne peuvent pas participer directement à la bataille du destin contre le régime réactionnaire de Jordanie: par conséquent, leur tâche est la résistance contre l'ennemi israélien et le soutien à la Révolution (...).

En ce qui concerne l'expérience armée dans la période passée, nous pouvons noter brièvement les points suivants :

— La Résistance penchait vers la voie de l'action strictement militaire. Elle équipait des patrouilles armées et les envoyait de l'extérieur, alors qu'elle devait opérer parmi les masses des territoires occupés, selon les méthodes d'organisation révolutionnaire, par l'établissement de bases et de directions clandestines capables de continuer la lutte parmi les masses.

— Cette méthode a conduit la Résistance à négliger l'aspect

politique de la lutte. C'est cet aspect justement qui permet d'organiser les masses, de créer une atmosphère révolutionnaire, de faire échec aux complots des occupants et de leurs agents.

— Le vide créé par l'absence politique de la Résistance dans les territoires occupés a largement ouvert la voie au développement de trois sortes d'activités : l'activité nationale basée sur des réactions sentimentales (...), l'activité menée par les traditionalistes (...), l'activité menée par des agents sous l'orientation directe de l'occupant israélien (son but : créer l'atmosphère favorable à la consécration de l'occupation). Donc la Résistance était presque absente sur le terrain de l'activité politique efficace.

— Les Israéliens ont exploité jusqu'à l'extrême cet état de chose. Dès le début, leur programme consistait à pousser la Résistance vers l'Est, afin que l'engagement avec elle devienne strictement militaire, loin de la vie quotidienne des masses, et pour rendre impossible l'introduction de la violence révolutionnaire dans la réalité quotidienne. A l'exception de leur échec à Gaza, ils ont pu réaliser momentanément leurs objectifs en Cisjordanie.

— Le point central de ce que les Israéliens comptaient réaliser en territoire occupé se basait sur la création de conditions de vie normale pour la majorité des masses, de façon à ce que les gens s'occupent des problèmes de leur vie quotidienne et que la Résistance se réduise à une force d'avant-garde, isolée, que les services de renseignements et les organes de répression puissent détruire.

De là l'origine de la politique des ponts ouverts et l'embauche de la main-d'œuvre dont l'économie israélienne tire profit et qui la sert.

8. La bataille contre le régime jordanien

Les événements ont tranché, d'une façon définitive, le problème de la relation entre le mouvement de résistance et le régime réactionnaire en Jordanie. La Résistance a payé le prix de la grande erreur de sa tergiversation, de son vacillement et de sa mollesse (...).

Ce problème doit être définitivement et radicalement réglé par une autocritique, publique et claire, de la position passée de la Résistance, et la conviction profonde de l'impossibilité d'une coexistence entre la Révolution et le régime réactionnaire (...).

Puisque l'objectif de la bataille est devenu le renversement du régime — et non la conquête du droit à la présence et à la liberté d'action, ou encore l'organisation des relations entre le régime et la Résistance —, cette tâche n'est plus du seul ressort du mouvement de résistance, mais devient une des tâches des masses de ce régime, c'est-à-dire du mouvement national et révolutionnaire jordanien (...).

Cette position suppose évidemment l'émergence d'une force révolutionnaire jordanienne qui mobilise les masses.

Elle suppose aussi que la Résistance ne se considère pas, avec son programme de libération de la Palestine, comme un substitut à ce mouvement révolutionnaire qui doit œuvrer pour l'accomplissement des tâches de la révolution nationale et

démocratique en Jordanie.

La Résistance, et spécialement la gauche, doit soutenir ce mouvement. Nous savons, dès à présent, que le renversement du régime en Jordanie peut être suivi de l'occupation, par Israël et les États-Unis, de la rive Est et d'autres parties de la patrie.

Mais, nous devons savoir aussi que la confrontation aura alors atteint des étapes avancées : l'impérialisme commencera à perdre ses positions (...).

9. Le combat de la Résistance contre les projets de liquidation, et le problème de la représentation du peuple palestinien

Le danger de liquidation du problème palestinien existe, depuis juin 1967, conséquence possible de la défaite militaire,

Ce danger s'est précisé depuis le vote de la Résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 et son acceptation par l'Égypte. Mais il est, actuellement, plus évident et plus proche (...).

Le projet du roi Hussein de créer un «royaume arabe uni» est la démarche la plus perfide, parmi toutes celles qui l'ont précédée dans la voie de la solution pacifique. Elle constitue le début d'une solution dans laquelle l'impérialisme américain, Israël et la réaction jordanienne trouvent un terrain commun, susceptible d'être aménagé à l'avenir. (...)

Qui représente le peuple palestinien et ses droits nationaux ?

Ce qui rend actuellement cette question plus urgente qu'à tout autre moment du passé, c'est l'angle sous lequel l'ennemi israélien, impérialiste et réactionnaire, présente « ses propositions » pour liquider le peuple de Palestine, qu'il s'agisse du projet du roi, ou d'autres projets qui pourraient être présentés à l'avenir dans la même optique.

Quels que soient les éléments qui constituent la spécificité de la cause palestinienne, et parce que le peuple palestinien a été chassé de sa terre et forcé à vivre à l'extérieur, parce qu'il s'est exposé à la persécution, il reste naturel que le mouvement politique qui représente ce peuple — et qui exprime sa volonté et ses aspirations — soit celui qui œuvre pour la libération de sa terre, afin d'effacer l'injustice dont il a été victime.

Par conséquent, le représentant du peuple palestinien, c'est le mouvement de libération nationale (...).

Et c'est pourquoi, la première tâche du mouvement, c'est de conquérir son droit à lutter pour retrouver sa patrie (...).

La lutte pour la création d'un mouvement de masses, révolutionnaire et armé, groupant les Jordaniens et les Palestiniens, pour le renversement du régime réactionnaire stipendié et l'instauration d'un régime national et démocratique ne peut se faire qu'à partir d'un programme garantissant le respect des droits nationaux du peuple palestinien (...).

La Cisjordanie est actuellement occupée. Son avenir et sa relation avec la Transjordanie seront déterminés à la lumière des hypothèses suivantes :

1. L'occupation israélienne de la Cisjordanie se poursuit, et nous mènerons la lutte contre elle jusqu'à la destruction de l'entité israélienne. Il est impossible de continuer la lutte armée et d'atteindre ses objectifs sans renverser le régime jordanien.

Dans l'hypothèse où il est renversé, où le régime national et démocratique est établi, où la Cisjordanie et toute la terre palestinienne actuellement occupées sont libérées et l'entité sioniste détruite, ce n'est plus seulement le problème des deux rives qui sera posé, mais celui de l'unité des deux peuples, palestinien et jordanien. Dans ce cas, l'unité se fera en référence à l'unité historique des deux peuples et à partir de leur appartenance commune à la Nation arabe.

2. La Cisjordanie (ou une partie) retourne sous la domination du régime de Jordanie à la suite d'une conspiration commune entre ce dernier et Israël. Effectivement, le régime stipendié tente d'exploiter les conséquences de son agression contre le mouvement de résistance en septembre, déclarant qu'il est le seul représentant du peuple palestinien.

Il exploite, pour justifier sa tentative, l'unité des fils des deux rives.

Jordaniens et Palestiniens, et la relation historique entre les deux peuples, afin de garantir, dans le cas d'une solution pacifique, le rétablissement de sa domination sur la Cisjordanie (...).

Mais la prétention de ce régime à représenter le peuple palestinien, au moment même où il l'empêche de lutter pour libérer sa patrie et travaille à son extermination est une

prétention insolente, ne reposant sur aucun fondement (...).

3. On forme un État palestinien comprenant la Cisjordanie et la bande de Gaza. C'est vers cette hypothèse qu'ont continuellement penché certains régimes arabes.

Elle était acceptée, avant septembre 1970, dans les milieux américains. Mais Israël la rejette. Le régime de Jordanie la rejette également.

Et pourtant, le problème de la création artificielle d'une entité-croupion pour les Palestiniens est à l'ordre du jour de l'impérialisme.

Ce que nous devons affirmer, dans ce domaine, c'est que tout ce que l'impérialisme propose actuellement, par l'intermédiaire du roi Hussein, n'est que le résultat de la fusion de deux rêves : « l'État palestinien » et le « retour du régime hachémite en Cisjordanie. »

Le mouvement de résistance doit actuellement :

— Résister fermement à toute tentative de récupération de son mouvement, et à toute utilisation, comme un instrument dans la réalisation des projets, de la solution pacifique et de l'État palestinien.

— Dénoncer, démasquer et isoler tous les éléments ou forces qui, dans les rangs de la Résistance veulent profiter de la situation difficile prévalant actuellement pour engager le mouvement dans la voie de la capitulation ou qui, déconcertés par la difficulté de la situation nouvelle, ont commencé à

penser à la capitulation, au lieu d'établir des plans qui permettent au mouvement d'exister malgré toutes ces difficultés.

— Mobiliser les masses en permanence contre les solutions de liquidation et le projet de l'État palestinien.

— Œuvrer pour la formation d'un large front national arabe qui soutienne le mouvement de résistance et son droit à l'existence jusqu'à la victoire.

Enfin — point central pour faire échouer toutes les solutions capitulardes —, regain de son efficacité militaire et politique dans la région occupée et en Jordanie. Parce qu'il n'y aura pas de règlement politique, si la Résistance reste efficace (...).

La difficulté que rencontre le mouvement, dans son combat contre la solution pacifique, le large front des forces qui appuient cette solution et veulent l'imposer au peuple palestinien et au peuple arabe, l'état de faiblesse dans lequel vit actuellement le mouvement national arabe, tout cela doit inciter le mouvement à déjouer tous ces complots (...).

10. La Résistance dans le monde

(...) Le mouvement doit s'attendre à un complot visant à le frapper au Liban, à mettre fin à son existence. Il doit, par conséquent, tirer profit de son expérience en Jordanie et se renforcer à la lumière de ce programme.

Autant la Résistance au Liban doit éviter l'affrontement avec le pouvoir, et l'ouverture d'un nouveau front durant cette période

difficile, autant doit-elle veiller à toutes les mesures d'organisation et les positions politiques qui garantissent son existence et son opposition à toute conspiration.

Cela ne se fera pas seulement grâce à la discipline révolutionnaire des éléments de la Résistance, au retour de celle-ci à la clandestinité, à la définition précise de ses tactiques, mais aussi — et fondamentalement — grâce à une jonction efficace avec le mouvement national et progressiste libanais, allié naturel.

En Syrie, ces conditions peuvent avoir comme conséquence une tentative de récupération de la Résistance, pour la transformer en une institution militaire traditionnelle. Le mouvement doit donc préserver son indépendance et sa stratégie révolutionnaire de libération (...).

Le mouvement est appelé à entreprendre une activité idéologique et d'organisation parmi les jeunes Palestiniens immigrés en Europe occidentale et en Amérique.

Il doit œuvrer sans répit pour que la Révolution puisse tirer profit de ces précieuses compétences dans tous les domaines. Cette tâche sera accomplie et évitera bien des difficultés, si se multiplient les alliances internationales avec les mouvements et les organisations progressistes dans ces pays.